PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

22 Décembre 1945 — N° 102

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 août 1940)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IVe Internationale

Bulletin intérieur
Prix : 2 francs

POURQUO NOUS SOMMES-NOUS BATTUS ?

1. En 1940 j'ai lu sur les murs de Varsovie un avertissement : « Chaque personne chez qui on trouvera des armes sera traduite en cour martiale. » Signé: Oberkommando-Warschau.

2. Le 28 novembre 1945 j'ai lu dans la presse: « Le Commandant des Forces Militaires Britanniques à Batavia annonce que chaque personne chez qui on trouvera des armes, passé un délai de 24 heures, sera **abattue.** » Ci-joint 50 francs.

Un Résistant du ghetto de Varsovie.

N. D. L. R. — *Nous avons trouvé cette protestation émouvante parmi les listes de souscriptions déposées à la permanence, 19, rue Daguerre.*

Non ! les jeux ne sont pas faits...

PRENEZ TOUT LE POUVOIR !

Que se passe-t-il en France dans cette troisième semaine de décembre ?

Demandons-le aux fonctionnaires à trois mille six cents francs qui laissent chez l'épicier leur ration d'huile du mois.

Demandons-le aux vieux qui n'ont le choix qu'entre l'agonie dans une chambre sans chauffage et la misère des hospices.

Demandons-le aux 10 millions d'électeurs qui, le 21 octobre, envoyaient à la Constituante une majorité ouvrière. Beaucoup parmi eux voyaient dans l'avènement cette aube du socialisme promise à deux générations par les apôtres réformistes de la révolution par la loi. Tout leur semblait possible. Tout, mais pas que 2 mois plus tard nous aurions le plan de détresse, la D. G. E. R. fidèle au poste, une parodie de nationalisation qui n'est qu'un expédient synarchique de renflouement du capitalisme décrépi.

Non! nous n'avons pas voté pour que Pleven-la-Misère nous fasse payer en impôts nouveaux l'aumône qu'il accorde au fonctionnaire tandis que des dizaines et des centaines de milliards s'engouffrent dans une armée d'opérette.

Non! les électeurs n'ont pas décidé que des Français de 22 ans, hier maquisards, seraient embrigadés par les naphtalinards et déportés là-bas en Indochine pour mourir pieusement et pour tuer pieusement leurs frères annamites, NOS MEILLEURS ALLIES dans la lutte contre l'oppresseur commun.

Soyons réalistes...

Que conclure de ce bilan de misère et de réaction?

Ceci: qu'il ne suffit pas de bien voter pour vaincre la bourgeoisie; car sur l'arène parlementaire elle gagne à tous les coups si les masses populaires ne se mobilisent pas à l'usine et dans les quartiers, pour imposer leur volonté. Etre réaliste c'est tenir compte de cette évidence et y conformer ses actes.

Les paysans, les ouvriers, les classes moyennes, les petits retraités veulent des mesures palpables qui améliorent leur sort de façon palpable.

Les décevoir, plier devant les ultimatums des 200 familles, refuser le combat, c'est travailler pour la dictature dont le statut s'élabore à la commission de la Constitution. Nous ne voulons pas de ce réalisme-là.

Car le plan des 200 familles apparaît clairement: Dans un 1er temps utiliser les ministres socialistes et communistes français pour faire barrage aux revendications populaires et pour obtenir un surtravail générateur de surprofit. Dans un 2e temps détourner contre eux le mécontentement provoqué par l'incapacité du régime capitaliste à produire pour satisfaire les besoins des travailleurs.

En réalistes, nous prévenons les masses pour éviter le pire. Nous leur disons:

« Ne croyez pas à une Renaissance possible de la France capitaliste; ne croyez pas un instant que les ministres socialistes et communistes français puissent améliorer votre sort en collaborant avec les agents des trusts. Ne comptez que sur vous et sur votre action de classe organisée. »

Les jeux ne sont pas faits...

Aujourd'hui les trotskystes ne sont plus les seuls à dénoncer la duperie et les dangers de l' « unanimité nationale ». Certains quotidiens reprochent ouvertement aux chefs socialistes et communistes français d'avoir reculé devant les conséquences logiques du scrutin du 21 octobre « Franc-Tireur ».

L' « Humanité » semble comprendre que cette politique est néfaste puisqu'elle cherche tous les jours à démontrer la responsabilité unilatérale des S. F. I. O. dans l'affaire. Les socialistes répondent: C'est le P. C. F. qui a commencé.

Qui a commencé, l'œuf ou la poule?

Au lieu de perdre un temps précieux à méditer ce problème sans solution, le P.C.F. doit démontrer par les actes qu'il n'est pas le complice des crimes du gouvernement bourgeois en France, en Indochine et ailleurs. Des actes? c'est d'abord la dénonciation conséquente de ces crimes, la rupture immédiate de la coalition, l'appel aux travailleurs par une puissante campagne de propagande et de rassemblements. L'écho dans le pays serait énorme.

Aucune force bourgeoise n'est encore pour le moment de taille à résister à la vague d'enthousiasme populaire qu'il soulèverait. C'est aussi la constitution du gouvernement des partis auxquels les élections ont donné le pouvoir: P. C. F. et P. S.

Le Gouvernement Thorez-Blum-C. G.T. représente la volonté actuelle du peuple français, le respect pur et simple des règles de la démocratie bourgeoise. C'est l'étape immédiate imposée par la confiance que la classe ouvrière garde dans ses partis traditionnels.

C'est la condition indispensable, actuellement, à la défense des libertés démocratiques, comme à la remise en marche de l'économie selon un plan visant à satisfaire les besoins des masses populaires.

Le gouvernement des partis ouvriers dans le cadre de la démocratie bourgeoise ne règlera aucun des grands problèmes. Le socialisme ne s'édifiera qu'après le renversement de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir des comités ouvriers et paysans.

Mais dans l'immédiat il faut réaliser le gouvernement Socialiste-Communiste-C.G.T. comme une mesure urgente de sauvegarde contre la marée montante de la barbarie capitaliste.

A l'action!

Il les tue, mais il ne leur en veut pas.

DEPUIS la formation du nouveau gouvernement, il ne faudrait pas croire que nos képis blanc ont cessé d'assassiner en Indochine. Ça continue de plus belle, mais la presse des grands partis ouvriers n'en parle plus; c'est, paraît-il, par « Tactique ». Ponce-Pilate qui était plus franc disait: « Je m'en lave les mains ».

Là-bas, la bataille fait toujours rage. Les partisans Indochinois se battent sur tous les fronts avec un courage indomptable. Les communiqués du Viet-Minh signalent:

« Sur le front de Mejho, les partisans annamites se sont emparés par surprise de Cuchi en faisant des prisonniers. »

« Sur le front de Phanrong les troupes françaises ont dû évacuer la localité et se retirer dans les régions boisées; les forces du Viet-Minh se sont emparées de plusieurs mitrailleuses. »

Les impérialistes français se vengent à la manière nazie et dans la région de Khatrang, l'artillerie lourde et l'aviation rasent les villages annamites.

Pour étouffer les cris du peuple martyr M. Thierry d'Argenlieu fait un discours, à Saïgon, le 9 décembre. Il débute, la bouche en cœur: « Le Viet-Minh isolé avec son indépendance au milieu du monde moderne serait aussitôt la proie et la victime de formidables appétits dont il a mal idée. » C'est vraiment bien dit et c'est à peu près ce que Fra-Diavolo déclarait à ses victimes en les détroussant au coin d'un bois. Le frère d'Argenlieu connaît ses classiques. Il ajoute: « Nous sommes certains que les populations indochinoises ont besoin de l'appui cordial d'une grande puissance. »

Pour apprécier cette phrase comme il convient, il faut réaliser qu'à la même minute où l'amiral parlait, les bombardiers déversaient leur « appui cordial » sur les villages indochinois.

Mais cela ne gêne pas M. Tuerie d'Argenlieu qui minaude: « Puis-je en passant demander aux Annamites très évolués, où et de qui, ils ont acquis leur culture supérieure? »

Politesse pour politesse, rappelons qu'il y avait, en 1938, pour une population de 25 millions d'habitants, 4 lycées et... cent vingt mille trois cents débits d'alcool, sans oublier 1.703 régies d'opium en gros.

Mais l'amiral ne veut pas le savoir et conclut sans pudeur: « Nos soldats ne veulent point faire ici de barouds sanglants ou glorieux. Ils viennent libérer des populations paisibles et laborieuses persécutées et parfois martyrisées par des... hommes de main! »

Ça, c'est du Von Stulpnagel.

Le D'Argenlieu a copié mot à mot les discours des chefs nazis quand ils faisaient massacrer les gars du maquis.

Monsieur d'Argenlieu, vous pensez que l'Indochine est bien loin, mais tout le même, les travailleurs de France ne sont pas des idiots. Depuis deux mois, avec vos tanks, vos avions, vos S. S., vos complices impérialistes anglais... Vous piétinez... au milieu d'une population paisible... et devant... des hommes de main!!!

Soyez sérieux, amiral.

Vous pouvez profiter de ce qu'en France 10 millions de travailleurs ont voté pour des partis ouvriers à l'eau de rose.

Vous pouvez abuser du fait que les dockers français sont les seuls dans le monde à rester bien sages, grâce au mot d'ordre « produire d'abord ».

Mais vous n'arriverez pas à cacher une chose, c'est que le peuple indochinois a voté aussi..., mais à coup de fusil... et son vote signifie: « D'Argenlieu, les colons et les impérialistes... à la mer! » Ça, c'est un vote qui vous ennuie bien plus que celui du 21 octobre.

C'est pourquoi vous massacrez consciencieusement, grâce à vos canons lourds et vos avions.

Et pour compléter le tableau, vous faites comme vos ancêtres, les jésuites, des patenôtres devant les bûchers de la Sainte Inquisition.

Et bien, puisque le peuple travailleur de France est assez patient pour entretenir un régime d'amiraux dont Al Capone n'aurait pas voulu,

Continuez, Monsieur d'Argenlieu.

Assassinez... mais ne bavez pas.

VAILLANT-COUTURIER répond à Blum et Thorez

Massacre de travailleurs noirs au Cameroun. Expédition coloniale en Indochine. Bombardement des villages. Massacre de Sétif en juin 45, etc...

Les culottes de peau se pavanent et il y a toujours des F.T.P. en prison.

La république bourgeoise montre sa vraie figure... C'est elle qui opprime des millions d'hommes dans les colonies qui torture et fusille en Indochine... qui tue les peuples noirs par le portage et remplit les prisons de ceux qui luttent contre l'impérialisme et pour l'indépendance.

(Vaillant-Couturier. Commune, Janvier 1934.)

Pourtant les masses ont voté pour les grands partis ouvriers.

Pourtant il y a des ministres du P. S. et du P. C. F.

Cette république-là ne change pas de visage selon que le ministère est plus ou moins teinté de rouge. Cette république-là, c'est la république du scandale puisque c'est la république du profit. C'est la république des ennemis du peuple, des assassins d'ouvriers, du comité des forges et de la guerre. C'est la république bourgeoise.

(Vaillant-Couturier. Commune, Janvier 1934.)

Et Blum, Duclos, Thorez parlent de créer une grande armée républicaine... parlent de la tradition de 93, bonnet phrygien, sans culottes, etc...

On ne lutte pas contre le fascisme en défendant cette république-là.

La maison est pourrie; il faut faire du neuf. Vous voulez barrer la route au fascisme? Alors dégagez-vous des clichés vides de sens que vous balbutiez encore, pensant avec la sorcellerie et le jargon de 93 arrêter le flot montant du fascisme.

(Vaillant-Couturier. Commune, Janvier 1934.)

... ils nous prêchent l'union de tous les « bons républicains », de l'union de tous les « patriotes »...

Le fascisme, arme moderne de cette bourgeoisie qui est arrivée au pouvoir en 1789-93 exige de ceux qui veulent le combattre un armement moderne.

Cet armement, le Léninisme vous le donne et le Léninisme seul.

Il vous dit: « avec quelle classe êtes-vous? »

(Vaillant-Couturier. Commune, Janvier 1934.)

... ce bon Herriot devient président de l'U. J. R. F..

Vous n'écouterez pas ceux qui vous proposent toujours de pactiser avec une catégorie d'ennemis du prolétariat supposés moins redoutables.

(Vaillant-Couturier. Commune, Janvier 1934.)

Et en conclusion on vote les crédits militaires des tueurs d'annamites.

On parle de police républicaine.

Et... on insulte les seuls révolutionnaires..... Alors, Ouvriers?

Vous vous détournerez de ceux qui ont voté les crédits de police... les budgets de guerre, les mitrailleuses braquées sur la classe ouvrière et les peuples colonaux.

(Vaillant-Couturier. Commune, Janvier 1934.)

VOUS LUTTEREZ CONTRE LE FASCISME EN LUTTANT AVEC LE PROLETARIAT POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE !
(Vaillant-Couturier. Commune, janvier 1934.)

LA GRÈVE DES SERVICES PUBLICS

RÉPONDANT à l'appel du Cartel des Services Publics, les fonctionnaires ont fait pressentir à la bourgeoisie la puissance irrésistible que serait leur grève générale. Tant à Paris qu'en province l'arrêt total pendant 1 heure des transports, des postes et de tous les services a donné à réfléchir aux bourgeois, disciples de Pleven-De Gaulle qui prétendent que les « pressions » ne serviront à rien et jugent que les fonctionnaires peuvent continuer sans inconvénient à crever de faim.

Depuis plusieurs mois déjà, la plupart des fonctionnaires proposaient de recourir à la grève pour arracher à la bourgeoisie l'augmentation d'attente de 1.000 fr. L'idée de la grève se renforça encore lorsqu'on s'aperçut que le nouveau gouvernement, bien que comptant dix ministres communistes et socialistes n'accordait pas les revendications demandées.

LE CONGRES DU 13 NOVEMBRE

Ainsi, au Congrès extraordinaire tenu les 13 et 14 novembre à la Bourse du Travail, 623 délégués représentant 80 départements, la direction craignant d'affronter la combativité des délégués avait limité les débats à deux questions: les 1.000 fr. et la revalorisation.

Cela n'empêcha pas les délégués de province, plus dynamiques que les Parisiens, d'exprimer le mécontentement de la base. Ils avouèrent leur impuissance à modérer l'ardeur des syndiqués qui, devant l'évidente hostilité des Pouvoirs publics, étaient décidés à faire grève et refusaient de reculer.

Nombreux furent les délégués qui estimèrent dérisoires les 1.000 fr. et réclamèrent l'*échelle mobile* des salaires et traitements. Ceux du Maine-et-Loir, de la Gironde et les postiers de Lille furent particulièrement énergiques.

Tous réclamèrent une action rapide et énergique du Cartel Central.

Les protestations furent violentes à la lecture de la résolution générale qui ne tenait aucun compte des propositions des délégués ni du mot d'ordre d'Echelle Mobile.

LA MISERE DES PETITS FONCTIONNAIRES

Moins de 4.000 fr. par mois à Paris et 3.000 fr. en province. Voilà les salaires de misère avec lesquels doivent vivre les petits fonctionnaires, compte tenu de l'aumône accordée aux petites catégories par le décret du 2 novembre 1945, *pendant que d'avril à novembre 1945 les prix à la taxe des produits de consommation courante ont augmenté de 70 %.* Pleven et De Gaulle ont d'abord repoussé l'augmentation arguant qu'elle coûterait 32 milliards alors qu'ils viennent de s'engager à payer des centaines de milliards aux gros banquiers et qu'ils établissent un budget de 125 milliards pour l'armée. Mais le mécontentement grandissant ils furent obligés de lâcher de la corde. *Les tentatives de division* entre petits et moyens fonctionnaires, entre employés des grandes villes et employés des petites villes, entre retraités et personnels actifs; *la falsification du nombre des fonctionnaires et assimilés succédèrent au refus pur et simple.* Mais la manœuvre est cousue de fil blanc. Il s'agit encore une fois de discréditer les petits fonctionnaires aux yeux des autres travailleurs. D'ailleurs si le reclassement de la fonction publique doit se faire, ça n'est certainement pas par la réduction du nombre des facteurs, des cheminots, des dactylos ou des instituteurs mais plutôt de celui des contrôleurs et des fonctionnaires grassement payés.

Voyez, disent encore les ministres capitalistes, nous allons *peut-être satisfaire* aux exigences des petits fonctionnaires mais cela nous « *oblige* » à augmenter le prix du tabac, des tarifs postaux et des chemins de fer. Pendant ce temps ils donnent des centaines de milliards aux gros actionnaires de la Banque de France, aux officiers réactionnaires, et à la D. G. E. R.!

(*Suite page* 2.)

As-tu souscrit pour le Million ?
C, C. P. Demazière 4825-72 Paris XIVe

Au programme des " 200 familles "

"Peu gênant et facilement réalisable",

Opposons

L'expropriation sans indemnité ni rachat des princes de l'électricité et des industries clés !

L'application d'un plan de production sous contrôle ouvrier !

Le projet de « nationalisation de l'électricité n'a pas encore été rendu public. Le « camarade ministre » de la production industrielle, Marcel Paul, du Parti Communiste Français, s'est empressé cependant, de préciser devant la presse, que les « principes » qui l'inspirent sont les suivants:

1. — **Pas d'étatisation;**
2. — **Pas de fonctionnarisation;**
3. — **Pas de spoliation;**
4. — **Pas d'enrichissement des fonctionnaires.**

Voyons de plus près la signification exacte de ces « principes ».

Pas d'étatisation

Un journal suisse, le *National Zeitung* de Bâle, analysant les projets de nationalisation mis en avant en France, écrivait le 6 décembre 1945: « On a fait en France la distinction « entre « nationalisation » et « étatisation ». Comme exemple de nationalisation on donne les sociétés de chemins de fer qui continuent à rouler sous leur propre firme dans le cadre et sous le contrôle de la S.N.C.F. Sur le plan de l'industrie de l'électricité, cela signifie que les diverses firmes et trusts de l'électricité passent simplement sous le contrôle suprême de l'Etat, sans que des changements interviennent aux échelons inférieurs. En matière de crédit, la Banque de France prendrait la direction et les divers instituts de crédits subsisteraient. *Ce genre de nationalisations est considéré même dans les cercles commerciaux de ces branches et par leurs dirigeants comme* PEU GENANTES ET FACILEMENT REALISABLES. »

En matière de crédit, la « nationalisation » à la de Gaulle-Pleven a laissé effectivement en dehors d'un contrôle réel 700 banques et 8.400 succursales; en outre, le contrôle du secteur « nationalisé » est revenu au gouverneur de la Banque de France, créature de l'Inspection des Finances, le corps des laquais d'élite du grand capital français. Ce genre de « nationalisations » est en effet « peu gênant et facilement réalisable ».

Avant de voir son application concrète à l'industrie de l'électricité, jetons un coup d'œil sur la situation présente de cette industrie.

Il existe en France 1.460 entreprises d'électricité consacrées à la production, au transport et à la distribution du courant. Elles exploitent 300 centrales hydrauliques (c'est-à-dire fonctionnant à la houille blanche) et 200 centrales thermiques (fonctionnant au charbon).

(*Suite page* 2.)

Liberté pour la presse ouvrière !

Le télégramme suivant a été envoyé le 4 décembre au général De Gaulle et à André Malraux:

Le Socialist Workers Party (Parti Socialiste ouvrier des U. S. A.) apprend avec étonnement que « La Vérité », organe du Parti Communiste Internationaliste, s'est vu refuser l'autorisation de paraître comme journal légal.

« La Vérité » fut le premier journal publié dans la clandestinité pour résister à l'oppression nazie. « La Vérité » a lutté contre toutes les formes de fascisme et d'oppression.

Refuser d'accorder à cet organe du Parti Communiste Internationaliste le droit de paraître en pleine liberté apparaît aux ouvriers avancés de ce pays comme une impardonnable violation des libertés démocratiques.

Nous vous demandons de réparer sans retard cette injustice et d'accorder pleine liberté de parution à « La Vérité ».

Nous nous proposons de porter à la connaissance de tout le mouvement ouvrier des Etats-Unis la conduite de votre gouvernement dans cette importante circonstance.

James P. CANNON,
Secrétaire National du
Socialist Workers Party.

"Peu gênant et facilement réalisable"

(SUITE)

Parmi ces 1.460 sociétés, TRENTE-QUATRE sociétés distribuent 7 milliards de kilowatt-heures (KVH) sur 12 milliards distribués annuellement.

Dans les dix dernières années LEURS BENEFICES SE SONT ELEVES OFFICIELLEMENT A HUIT MILLIARDS DE FRANCS TANDIS QUE POUR LA MEME PERIODE L'ETAT VERSAIT DIX MILLIARDS DE SUBVENTIONS pour maintenir le prix du courant à son niveau actuel!

Il ne faut pas négliger par ailleurs pour saisir le fond du problème que:

1° L'électricité domine *l'ensemble de la question de la reprise industrielle;* en effet, 1/7e seulement de la production totale d'électricité est pris par la consommation privée, alors que 6/7 sont affectés à l'industrie.

2° Que la question de l'électricité est intimement liée à celle du gaz, du charbon et du pétrole, c'est-à-dire *au problème de l'énergie en général.*

Une tentative pour conjurer la faillite

Pour élever la production de l'électricité — actuellement de loin inférieure aux besoins de l'industrie et de la consommation privée — il faut, de l'avis des spécialistes bourgeois même non seulement *réoutiller complètement les centrales thermiques* (— dans leur état actuel elles ne travaillent *qu'au quart* de leur potentiel —), mais encore *pousser au développement actif des centrales hydrauliques* (— qui couvrent les 60 % de la totalité de la production de l'électricité).

Rien que le réoutillage exigerait quelques 50 milliards de francs; l'équipement des chutes d'eau appellerait de son côté des investissements de l'ordre de 200 milliards de francs.

Il est évident que les problèmes du *réoutillage, des nouvelles constructions, de l'alimentation en charbon* comme de la *distribution d'énergie,* ne peuvent être pris isolément: ils font NECESSAIREMENT PARTIE INTEGRANTE D'UN PLAN D'ENSEMBLE DE REMISE EN MARCHE DE LA PRODUCTION.

Or, le capitalisme pourrissant et son équipe de guérisseurs et de gardes-malades qui a nom gouvernement « d'unanimité nationale » est incapable de dresser un tel plan d'ensemble qui exige l'expropriation de toutes les industries-clés, l'inventaire de tous les stocks existants, le contrôle effectif du crédit par l'expropriation de toutes les banques et leur fusion en une seule Banque contrôlée par le peuple travailleur. Sous le fouet du mécontentement populaire, et en présence de la sclérose avancée de l'industrie, nos guérisseurs mettent en avant LEUR plan dit de « nationalisation ». Que signifie ce genre de « nationalisations » faites en compagnie des agents des trusts?

1° Que seulement *une partie* (comme dans le cas des Banques) des trusts de l'électricité passeront sous un contrôle formel et théorique de l'Etat.

2° Que *toute la structure* de cette industrie restera pratiquement inchangée.

3° Que l'Etat sera appelé non seulement à rembourser les braves monopoleurs qui réalisent depuis des années des bénéfices astronomiques mais qu'en outre les frais de nouveaux investissements tomberont sur les épaules des contribuables.

De telles « nationalisations » ne sont qu'un piètre expédient devant le marasme actuel de l'économie française.

Pas de « spoliation »

Le caractère charlatanesque de cette nationalisation de façade est bien mis en relief par le « principe » du remboursement des monopoleurs. Le capital nominal et les obligations des sociétés de l'électricité s'élevaient en 1939 à 35 milliards. MM. les capitalistes ne calculent évidemment pas leurs avoirs sur la base des francs dépréciés d'aujourd'hui, tout juste bons pour payer les salaires des ouvriers. MM. les capitalistes expliquent que ces 35 milliards de 1939 valent en réalité 150 milliards de francs d'aujourd'hui. Et Marcel Paul, qui ne veut pas « spolier » ces braves monopoleurs, a estimé en effet que l'Etat devrait « rembourser » aux princes de l'électricité 150 milliards!!!

Comme dans l'affaire du crédit, les « nationalisations » se traduisent en somme par le remboursement confortable des monopoleurs, par le maintien de leurs agents à la tête des entreprises dites nationalisées, et par le maintien d'un « secteur libre » entièrement incontrôlé.

L'énormité de l'indemnisation prévue servira de prétexte à M. Pleven pour limiter l'ampleur du secteur nationalisé.

Expropriation des monopoleurs!

Disons-le clairement: si l'on veut briser le règne des monopoleurs de l'électricité alors il faut *exproprier sans indemnité ni rachat l'ensemble des* 1.460 *sociétés de production, de transport et de distribution de l'électricité* et les fusionner en une entreprise unique sous le contrôle des ouvriers et des employés de l'électricité. Il faut dresser en outre un tableau exact des 940 sociétés annexes et étendre les mesures d'expropriation, d'après l'importance respective de ces entreprises par rapport aux industries locales.

L'expropriation sans indemnité ni rachat des monopoleurs, la concentration en une entreprise unique contrôlée par les travailleurs sera un pas effectif en direction de l'assainissement de l'industrie et de la reprise économique.

Mais la solution de la reprise dépend dans la même mesure de l'élaboration d'un plan de production embrassant l'ensemble de l'économie française. Seule la C. G. T. est en mesure d'élaborer un tel plan: l'application du plan peut et doit être réalisée seulement par l'appel au contrôle direct et à la vigilance des travailleurs dans les entreprises.

Le problème de l'électricité — lié à la question d'une infinité de branches de l'industrie — montre clairement que toute solution en dehors de l'expropriation des monopoleurs et d'un plan de la C. G. T. appliqué sous contrôle ouvrier, n'est qu'une improvisation de gardes-malades d'un régime paralytique.

« IVe INTERNATIONALE », revue éditée par le Secrétariat Européen de la IVe Internationale, consacré à la « QUESTION COLONIALE ».
En vente à la permanence du P. C. I., 19, rue Daguerre, Paris (14e).

LES CRIMES DE LA BOURGEOISIE

Massacre au Cameroun

Malgré le filtrage sérieux des nouvelles nous pouvons publier aujourd'hui les renseignements suivants sur le massacre du 24 septembre dernier.

Le droit syndical professionnel est appliqué au Cameroun depuis septembre 44. Huit mois plus tard 5.000 *travailleurs* étaient syndiqués à la C. G. T. malgré les menaces d'excommunication brandies par les curés catholiques contre les indigènes qui se syndiqueraient.

Les colons de l'A. O. F. et de l'A. E. F. se réunirent en « Etats Généraux » à Douala le 2 septembre 1945 pour étudier les moyens de briser l'organisation syndicale.

Quinze jours plus tard les Unions syndicales locales de Douala et de Yaoundé avisaient vainement les maires de ces villes que les colons préparaient des provocations sanglantes.

Le 20 septembre une grève éclate dans les ateliers du chemin de fer du Nord à Douala sans décision du syndicat qui demande la reprise du travail.

Mais le 21 un mystérieux coup de téléphone, dont le gouverneur se refuse à faire rechercher l'auteur, annonçait aux grévistes que la grève générale était décidée pour le 24. Le 24 des cortèges d'affamés parcoururent la ville, des vivres furent pillés sur le marché.

Les colons qui avaient déjà ouvertement, dans des réunions, fait le compte de leurs armes, tirent immédiatement et tuent 9 indigènes. Prétendant que leurs vies et leurs biens sont menacés, ils obtiennent du gouverneur des mitraillettes et des fusils-mitrailleurs alors qu'aucun des manifestants n'était armé. Leur premier but est alors d'exécuter les blancs Soulier et Lalaurie, dirigeants syndicaux — car la soi-disant solidarité raciale et nationale n'est bonne à proclamer que pour mieux pressurer l'indigène et disparaît devant les intérêts de classe — et tous les responsables syndicaux indigènes. Lalaurie, véritablement assiégé et mitraillé dans sa case, riposte et tue un des assaillants, Olivier, secrétaire de la Chambre de Commerce. La police intervient alors, s'empare de Soulier et Lalaurie et devant les menaces des colons d'envahir les locaux de la police, sur ordre du gouverneur, envoie en avion les prisonniers à Brazzaville; l'avion décolle, mais fait demi-tour au bout de 30 minutes dès l'atterrissage, Soulier et Lalaurie sont livrés aux colons qui les frappent jusqu'au sang, les blessent, les insultent, les traînent dans toute la ville, pour finalement se préparer à les exécuter sur la place publique.

Soulier et Lalaurie sont repris par la police. Les colons échouent dans un coup d'état destiné à remplacer le gouverneur Nicolas par l'administrateur Vergès qui dirige les opérations. La tuerie continue dans les quartiers indigènes, où l'aviation mitraille la population. Deux tirailleurs noirs, qui refusent de tirer sur une femme, sont fusillés. Il y a tellement de morts que les colons doivent jeter les cadavres dans la rivière Dibamba. Le communiqué officiel annonce 8 morts, 22 blessés. En réalité on ignore le nombre réel des victimes; on sait seulement que sur la population *recensée* de Douala, il y eut 30 morts; mais Douala est un port avec une nombreuse population venue du reste du pays.

Actuellement Soulier est en résidence surveillée. Lalaurie emprisonné a vu les 3 avocats du Cameroun refuser de le défendre, ce qui n'est guère étonnant quand on sait que l'un d'eux, Viazzi, aurait trempé activement dans tout cela. Une amende de 500.000 fr. a été infligée à la ville de Douala. Les mêmes événements allaient se passer à Yaoundé, où ils ont pu être évités grâce au syndicat, ce qui n'a pas empêché les Français syndiqués d'être déplacés « dans un but de sécurité » (!) Le gouverneur lui-même a dû reconnaître que le syndicat est en dehors de ces événements et que ses dirigeants ont tout fait pour les éviter.

Quelle leçon se dégage de tous ces événements?

1° Comme dans tous les pays coloniaux, un éveil se manifeste parmi les indigènes du Cameroun malgré les efforts persévérants de l'administration française brillamment secondée en cela par des missionnaires, pour les maintenir dans l'ignorance et l'obscurantisme

2° Si des provocations aussi ouvertes ont des chances de succès, la cause en est la misère des salaires infiniment plus bas que le coût de la vie. Disons à titre d'exemple que les manœuvres gagnent de 3 à 10 fr. par jour, qu'un ouvrier qualifié touche un salaire variant de 100 à 400 fr. par mois, alors que dans une ville comme Yaoundé il faut à une famille de 5 personnes une moyenne de 50 francs par jour pour vivre. La sous-alimentation est une des causes de la mortalité très élevée parmi les indigènes et du dépeuplement rapide du Cameroun.

La C. G. T. doit exiger que cesse le système de recrutement obligatoire de la main-d'œuvre par râfles et arrestations massives;

3° Il faut souligner et dénoncer la collusion étroite de l'administration française avec les bandits impérialistes: un administrateur dirige les massacres, le gouverneur ne fait rien pour les empêcher, et aujourd'hui, quand la C. G. T. décide d'envoyer au Cameroun un représentant, le ministère des Colonies commence par s'y opposer, craignant sans doute de froisser ses amis les exploiteurs de là-bas.

Camarades des syndicats, vous devez apporter tout votre soutien à vos frères de classe du Cameroun, exploités plus ouvertement encore que vous ne l'êtes. Dans vos sections, dans vos organismes de parti, faites voter des motions pour:

1° L'exercice complet du droit syndical aux colonies, le soutien actif de la C. G. T. aux revendications des travailleurs coloniaux;

2° L'envoi d'une commission d'enquête de la C. G. T. et des partis ouvriers;

3° La libération immédiate de Soulier et de Lalaurie;

4° L'arrestation des colons assassins, la révocation immédiate des administrateurs qui, comme Vergès, ont été parmi les organisateurs de cette provocation;

5° La levée immédiate de l'amende de Douala.

SOLIDARITE TOTALE AVEC LES TRAVAILLEURS COLONIAUX!

On ne peut pas tout avoir...

Si nous n'avons pas d'électricité ni de charbon, c'est, paraît-il, que l'U.N.R.R.A. a des difficultés de transport... mais...

« Huit « Liberty Ships » débarquent à Saïgon 2.000 soldats français munis d'équipements américains. »

United Press, 2 décembre.

Huit « Libertys »? Ça fait quelque 160 *trains de charbon.*

La grandeur? C'est le froid pour les ménages ouvriers et c'est la déportation de milliers de jeunes Français (comme dit justement l' « Humanité ») qu'on envoie tuer et se faire tuer pour le compte des banquiers et des seigneurs du caoutchouc!

Imprimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »

RECONNAISSANCE de la délégation indochinoise !

A Avignon devait se tenir, le 2 décembre dernier, le 2e Congrès Indochinois qui avait pour tâche d'élire une représentation démocratique des 25.000 Indochinois résidant en France. Les organisateurs avaient obtenu l'autorisation du préfet de Vaucluse et du maire d'Avignon.

La veille de la réunion, des gardes-mobiles sont concentrés à Avignon. Un certain nombre de délégués arrivant à la gare furent arrêtés pendant 24 heures Et les organisateurs du Congrès, malgré le soutien des syndicats ouvriers de l'endroit, furent convoqués à la Préfecture du Vaucluse où ils apprirent *que leur Congrès était interdit sur l'ordre du ministre « socialiste » d'Intérieur Tixier*

Malgré ces provocations policières, les délégués indochinois décidèrent de se réunir à Marseille dans un camp de travailleurs.

Le matin du 2 décembre 100 délégués se sont réunis. Tout se passa bien dans la matinée. Mais dans l'après-midi, un détachement militaire vint cerner le camp. Cela n'empêcha pas les délégués indochinois de continuer leur travail. Et les travailleurs de la M.O.I. (main-d'œuvre indochinoise) discutaient avec les soldats français qu'on faisait poster dans le froid sans leur en donner la raison.

Ils fraternisèrent de bonne grâce avec les travailleurs indochinois qu'ils ont appris à connaître et à qui ils disaient: « Vous avez bien fait. »

♣

A Paris, une réunion organisée le 6 décembre dernier par l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Normale Supérieure en faveur de la libération de Tran-Duc-Tao a été interdite au dernier moment.

Un nouveau Franco ne trouvera pas demain des troupes coloniales pour écraser le prolétariat français si les travailleurs soutiennent aujourd'hui le mouvement des peuples coloniaux luttant pour leur émancipation.

SOUSCRIPTION

Un groupe de travailleurs indochinois, 3.000 fr.; Fred, 1.000 fr.; Jean, 100 fr.; Bertrand, 200 fr.; un ouvrier en chômage, 12 fr.; un camarade de l'Ardèche, 50 fr.; un J. C., 50 fr.; Mireille, 20 fr.; un contrôleur des P.T.T., 100 fr.; P.T.T., 150 francs; un groupe de professeurs et d'instituteurs, 1.010 fr.; H. L. Sarthe, 110 fr.; Larue, 90 fr.; un sympathisant, 100 fr.; un camarade de Marseille, 100 fr.; en souvenir de juin 36, 200 fr.; un facteur, 50 francs; Jean, 73 fr.; en souvenir de Meichler, 200 fr.; un trotskyste déporté, 80 fr.; un soldat qui part pour l'Indochine, 100 fr.; Lyon, 30 fr.; 3 camarades, 200 fr.; un camarade indochinois, 130 fr.; Jeannette, 50 fr.; des campeurs, 200 fr.; Duvernois, 200 fr.;; Anj., 50 fr.; J. Bocros, 50 fr.; des cheminots, 50 fr.; L. B., 500 fr.; un camarade américain, 150 fr.; un camarade indochinois, 45 fr.; un sympathisant, 100 fr.; collecte d'une réunion dans le 14e, 754 fr.; un copain B. L., 100 fr.; X., 5 fr.; un ancien du Comité pour la reprise des relations internationales, 50 fr.; un ancien B. L. indochinois, 146 fr.; Hypo, 30 fr.; collecte réunion dans le YVe, 306 fr.; Bueno, 50 fr.; réunion dans le YIVe, 430 fr.; un vieux B. L., 100 fr.; des camarades arabes de chez Caudron, 100 fr.; Chatel, 27 fr.; un journaliste, 48 fr.; réunion dans le VIe, 170 fr.; réunion dans le Ve, 1.202 fr.; réunion dans le Ve, 710 fr.; A. SL, 500 francs; Georges, 50 fr. — Total, 13.398 fr.

La Vie du Parti

Chateaulin (Finistère)

Au Congrès régional du P. S. qui s'est tenu récemment, un militant S. F. I. O., Edmond Prigent, a déposé une motion demandant l'unité sur la base de l'Internationalisme et de la démocratie au sein du mouvement ouvrier. Edmond Prigent a demandé que les propositions soient faites au P. C. F. et au P. C. I.

Or, Tanguy Prigent (ministre) aurait répondu à peu près ceci:

« J'ai de bons camarades à la IVe Internationale, mais des éléments douteux se sont glissés dans le P. C. I. »

Nous serions heureux que Tanguy Prigent apporte des précisions au nom de l'amitié qu'il a pour certains de nos camarades, sinon nous serons obligés de penser que si le militant Tanguy Prigent laisse parler sa conscience, il y a aussitôt le « ministre » pour lui rappeler la solidarité gouvernementale.

Ce qui est certain c'est que la motion d'unité déposée par Edmond Prigent n'a pas été publiée dans le « Breton Socialiste ». Nombre de militants bretons du P. S. qui ont une autre conception de la démocratie dans le mouvement ouvrier n'ont pas manqué de s'étonner.

*

A Concarneau, obsèques de Gueguen et Bourhis, martyrs de Chateaubriant

Conformément aux volontés de nos camarades et des familles, la cérémonie s'est déroulée dans la plus grande simplicité.

Cependant plusieurs milliers de *personnes ont tenu à accompagner* Marc Bourhis et Pierre Guéguen de la place Jean-Jaurès au cimetière.

C'est dans le plus grand recueillement et sous le signe de l'unité ouvrière que s'est déroulé le cortège; les cordons étaient tenus par des amis personnels des défunts dont Gérard Trévien, Secrétaire régional du P.C.I.

Dans la soirée une délégation du P.C.I. a déposé sur les tombes des camarades, au nom du Parti, 2 gerbes rouges. C'est au chant « des Survivants » qu'ils ont fait aux camarades leurs derniers adieux.

ABONNEMENTS 26 numéros : 50 Fr. 52 numéros : 100 Fr. DEMAZIÈRE C.C.P. Paris 4825-72

SUR LE FRONT OUVRIER

Paiement intégral des heures chômées !

La grève des Services Publics

(Suite)

LE MEETING DU VEL' D'HIV'

60.000 travailleurs de la fonction publique se sont réunis mercredi à l'appel du Cartel Central. Des délégations venues de tous les points de Paris et de la banlieue s'y sont rendues à pied en cortège, panneaux revendicatifs en tête. Hénaff, Neumeyer et Henri Raynaud prirent la parole. Leurs interventions ont une importance énorme pour le déroulement futur des événements.

Les dirigeants syndicaux ne sont venus à la grève que poussés par les petits fonctionnaires. Nous disions la semaine dernière qu'ils avaient encore confiance dans les parlottes de ministères. Leurs discours de mercredi au Vel' d'Hiv', preuve palpable de cet état d'esprit, ont démontré qu'ils ont peur de la grève, qu'ils ont peur du peuple!

Raynaud a dit: *« le gouvernement a refusé de discuter avec le représentant du Cartel, voilà pourquoi la grève a eu lieu. Si nous avions été reçus ce matin tout aurait pu s'arranger. Mais nous serons reçus demain par le ministre des Finances... Cette grève n'est une menace pour personne... Nous discuterons, nous ferons pression... D'ailleurs nous avions déjà été voir De Gaulle il y a quelques mois et il nous avait donné les meilleurs espoirs... nous y retournerons. »*

Les Raynaud, les Hénaff ou les Neumeyer peuvent faire antichambre dans les ministères et y retourner chaque jour; cela n'empêchera pas les ministres bourgeois ni de les laisser à la porte, ni d'empêcher la radiodiffusion de leur discours — bien modeste cependant à en croire Neumeyer — ni même de menacer de sanctions tous les fonctionnaires qui auront fait grève le mercredi 12 décembre

Mais nos dirigeants syndicaux ont poursuivi: *« la grève générale serait une catastrophe pour le pays. Elle entraînerait famine, troubles, conséquences politiques, etc... Nous ne nous laisserons pas engager dans une telle voie. L'arrêt de travail d'une heure aujourd'hui est largement suffisant... Il faut produire d'abord... »*

Ainsi, une fois de plus, les dirigeants syndicaux font le jeu de la bourgeoisie, en acceptant de faire retomber sur les épaules du prolétariat la décomposition de l'appareil de production, décomposition qui n'est due qu'à l'anarchie du système capitaliste. Les fonctionnaires n'acceptent pas de faire les frais d'un régime pourri. Ils refusent de mourir de faim et de maladie. Ils exigeront le réajustement et l'Echelle mobile des traitements.

Un problème immédiat préoccupe actuellement les travailleurs de la métallurgie, comme d'ailleurs ceux des autres corporations: il s'agit du chômage provoqué par les restrictions massives d'électricité. Il y a 12 mois nous avons déjà connu les « accords Bourcaïd » plus connus sous le nom d' « accord des 75 % ». Illusion d'ailleurs, que ces 75 %! En réalité les chômeurs partiels ne percevaient même pas la moitié de leur salaire normal.

Eh bien! il semble que nos « gouvernants » penchent vers une solution analogue. La C.G.T. demande le paiement intégral des 40 heures. D'accord!

Notons, en passant, que la C.G.T. qui se montre très souple quant au nombre d'heures de travail de la semaine, 40 à 48 heures et plus, revient nettement à la loi de 40 heures... lorsqu'il s'agit d'indemnisation de chômage!

Mais chacun sait que les finances de M. Pleven sont en pleine décrépitude. Après avoir allègrement déboursé bon nombre de milliers de milliards pour la guerre et pour l'armée, MM. Pleven et autres ne peuvent plus accorder aux travailleurs une indemnité de chômage équitable.

Il paraît, nous écrivons il paraît, car pour l'instant aucune précision n'est encore sortie, que Croizat, ministre du Travail, se serait fait le porte-parole de la C.G.T. au Conseil des Ministres et aurait défendu le principe de l'indemnité intégrale jusqu'à 40 heures. Il paraît aussi que M. Pleven s'y oppose.

Alors, comme il faut quand même bien arriver à un accord, on a fait un compromis.

Les manœuvres seront indemnisés jusqu'à concurrence de 1.600 fr. par quinzaine et les professionnels jusqu'à 2.400 fr. Ce que pas un ouvrier ne peut admettre. Prenons un exemple, un professionnel gagnant 38 fr. l'heure, il travaille dans sa quinzaine 60 heures.

il touchera donc 38 fr.×60=2.280 fr.

Comme il ne peut toucher plus de 2.400 fr., son indemnité se montera à

2.400 fr.—2.280=120 fr.

Sur la base de 80 heures de travail normal, il devait toucher

38 fr.×80=3.040 fr.

Il perdra donc: 3.040 fr.—2.400fr.=640 fr. par quinzaine.

C'est encore les ouvriers qui supporteront les nouveaux frais de l'incurie et de la gabegie patronale. Non, cela ne doit pas être, ils ne peuvent supporter une nouvelle diminution de leurs salaires de famine. Il faut que la C.G.T. reprenne sa revendication du

« PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHOMEES »

Et si Croizat est d'accord, qu'il le montre en appelant les ouvriers à appuyer ses propositions.

Il faut exiger que la C.G.T. mette tout en œuvre pour obtenir cette revendication vitale. Qu'elle organise des *délégations de masse* aux Ministères et à la Constituante.

LA DOUCHE ECOSSAISE

Sur la question de la grève générale, les orateurs employèrent le système de la douche écossaise, *tantôt* comme dans la résolution finale, *proposant la grève générale, tantôt la rejetant comme une « action antipatriotique ».* Cette politique a déjà porté ses fruits. Plusieurs mois ont été gagnés pour la bourgeoisie. Les travailleurs ont su *attendre avec sagesse,* comme disait Neumeyer. Leur combattivité s'est ainsi émoussée. Il était évident mercredi que l'ardeur revendicative était beaucoup moins forte qu'au dernier meeting de Japy.

« Si la Constituante avait été souveraine... Si elle avait eu l'initiative des dépenses... », avons-nous entendu à satiété. La conclusion qu'on en doit tirer, c'est qu'il n'y a rien de bon à attendre des parlottes, ni de la majorité parlementaire et que seule l'action de masse des fonctionnaires pourra faire triompher leurs revendications!

LES REVENDICATIONS DES FONCTIONNAIRES

Le Cartel Central reconnaît ouvertement que les 1.000 fr. ne représentent qu'une augmentation de 33 % *tout à fait insuffisante.*

Tant que les prix ne seront pas stabilisés il faut imposer le réajustement automatique de traitements qui garantissent un pouvoir d'achat suffisant. Il faut donc l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ET TRAITEMENTS.

Employés de la fonction publique, dans vos syndicats, dans vos fédérations faites voter des résolutions demandant l'Echelle mobile, exigez l'application dans les faits de la résolution générale que vous avez votée au Vel' d'Hiv'.

Pour l'imposer, PREPAREZ LA GREVE GENERALE, seul argument que peuvent comprendre les 200 familles et leurs agents!

Alors, et la retraite des vieux !

5.400 francs par an dans les villes de moins de 5.000 habitants. 7.200 francs dans les autres, plus 1.600 fr. d'indemnité pour ceux qui résident dans la Région Parisienne, voilà le revenu de famine des vieux travailleurs. Se nourrir, se loger, s'éclairer, se chauffer, s'habiller avec la somme mirobolante de 750 fr. par mois s'ils sont seuls, 900 fr. s'ils sont mariés. Tant de peine et tant de souffrance pour finir ainsi misérablement. Dans la société capitaliste il n'y a pas de place pour le vieux travailleur. C'est un paria, tout juste bon à mourir dans une chambre misérable ou un lit d'hospice. Vivre chez les enfants, il ne peut en être question; dans la plupart des cas ce serait une charge trop lourde pour eux qui ont presque toujours une famille à élever.

Tous ne bénéficient pas d'ailleurs de cette aumône. Il faut avoir été salarié et inscrit aux assurances sociales pendant une période de 5 ans au delà de la cinquantième année. Les petits commerçants, les artisans, les paysans, les ménagères n'ont droit à aucun secours.

Le gouvernement propose d'élever la retraite à 12.000 fr. par an. Cela n'est pas nouveau. En 36, Blum le réclamait déjà mais, depuis, les prix ont monté vertigineusement; cela n'a aucune importance, même Croizat, le nouveau ministre du Travail, propose le même taux. Quand les capitalistes veulent se faire rembourser leurs actions ils tiennent compte de la dépréciation du franc. Il ferait beau voir que les vieux travailleurs aient les mêmes prétentions. D'ailleurs il y a bientôt dix ans que la comédie dure, chaque année on leur réduit un peu plus leur portion, tant pis s'ils meurent plus vite.

Il faut en finir avec cette honte. Après des années de labeur et de peine les vieux travailleurs doivent pouvoir vivre autrement que dans la misère et la famine. Il faut exiger le relèvement immédiat de leurs retraites au niveau du salaire des ouvriers les moins favorisés et étendre le bénéfice de cette retraite à tous les vieux travailleurs.

A la S.N.C.A.N. (Sartrouville)

Lors de la dernière Assemblée Générale du Personnel, une motion en faveur de l'Indochine pour la cessation de l'intervention impérialiste, pour la reconnaissance du Viet-Minh est votée et envoyée à l'Union des Métaux.

Chez Mathis

Les ouvriers passent par des alternatives d'espoir et de découragement; pourtant la majeure partie espérait qu'après les élections tout irait pour le mieux. Il existe un grand manque de confiance dans la direction syndicale. Beaucoup d'ouvriers ne viennent pas aux Assemblées. Certains parlent de ne plus payer leur timbre et quelques-uns ont même le tort de le faire. Pas la peine de payer pour ne pas être défendus, disent-ils. Des camarades disent que l'on devrait élire un délégué en dehors de la C. E. pour défendre leurs intérêts. Mais malgré cela les ouvriers sont animés d'un esprit très combattif. Ils sont prêts à entrer en action pour que cela change, pour de justes revendications. Ils en ont assez d'attendre.

Depuis la formation du nouveau Gouvernement, le mécontentement général grandit. Certains camarades du Parti Communiste critiquent vivement la politique de leurs dirigeants. De très vives discussions ont lieu au sujet du Parti Communiste Internationaliste. Il monte vers nous un grand courant de sympathie.